

Les crédits

Quant aux petites entreprises, le NPD voudrait leur imposer un impôt minimal sans tenir compte de leur taille. J'admets que nous devrions décréter un tel impôt dans le cas des établissements financiers. D'ailleurs, c'est déjà fait en ce qui concerne les grandes compagnies, les importantes sociétés de fiducie, les banques et les sociétés d'assurance. Nous avons déjà adopté un tel impôt.

Mais pour ce qui est des petites entreprises qui accusent des pertes depuis des années, elles peuvent déduire ces pertes de leurs revenus le jour où elles commencent à faire des bénéfices. Cela leur permet de survivre. Le politique néo-démocrate à leur égard est de les taxer chaque année, même celles qui reportent leurs pertes sur la prochaine année. Nous ne croyons pas en une telle politique. Nous croyons en l'importance de petites entreprises en bonne santé financière au sein de notre économie.

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Le ministre déforme un peu notre position, monsieur le Président. Nous parlons des sociétés rentables, et il le sait.

M. Thacker: Pouvez-vous reporter les pertes sur les exercices suivants?

M. Nystrom: Oui.

Des voix: Oh, oh!

Le président suppléant (M. Paproski): À l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Yorkton—Melville a la parole pour intervenir dans le débat.

M. Nystrom: Monsieur le Président, la motion dont la Chambre est saisie aujourd'hui parle de la nécessité du plein emploi dans notre pays. Elle nous invite à être plus compétitifs sur le plan international et à nous doter d'une politique d'emploi qui soit compatible avec le principe de développement durable au Canada.

Ce sont là des objectifs très louables; il est très bon en effet de chercher tout d'abord à instaurer le plein emploi au Canada et, deuxièmement, à accroître notre compétitivité sur le plan international, en stimulant nos exportations pour commencer, et en transformant davantage nos ressources et nos produits chez nous au lieu d'importer beaucoup de produits de l'étranger. Tout cela doit se faire, selon la motion, en tenant compte de l'importance du développement durable au Canada en ce qui a trait à l'environnement.

Je commencerai par dire que Judith Maxwell, du Conseil économique du Canada, a mis le doigt sur le problème quand elle a écrit il y a quelque temps, dans son rapport annuel, qu'il y a quelque chose qui ne va vraiment pas dans l'économie canadienne, dans la façon dont notre pays est organisé depuis dix ou vingt ans. Tous les députés devraient examiner très attentivement le tableau figurant à la page 40 du rapport. Ce tableau compare seize pays de l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économiques, sous l'angle de leur taux de chômage à long terme entre 1970 et 1989, soit sur une période de vingt ans. Nous venons au quinzième rang parmi ces 16 pays pour ce qui est du taux de chômage le plus élevé. La Suisse, le Japon, la Norvège, l'Autriche, la Suède, l'Allemagne de l'Ouest et la Finlande ont tous connu au cours de ces 20 années des taux de chômage bien inférieurs à 5 p. 100, mais le Canada se classe au quinzième rang. Nous venons derrière la Belgique et l'Italie et même derrière le Royaume-Uni, malgré tous les problèmes que ce pays-là éprouve depuis quelques années pour restructurer son économie. Le seul pays que nous devançons parmi les seize est l'Espagne.

• (1220)

Cela en dit long sur l'échec majeur du gouvernement et des autres principaux agents de l'économie canadienne. Elle dit aussi dans le rapport du Conseil économique, à la page 45, que l'engagement du Canada envers le plein emploi a toujours été tiède. Elle ne parle pas seulement des six dernières années de régime conservateur, mais des gouvernements libéraux précédents et aussi du gouvernement conservateur de 1979-1980 qui a duré neuf mois. Il faut examiner les failles structurelles de l'économie.

Il faut aussi examiner le coût du chômage aigu. Quand je parle du Conseil économique et de son rapport, je parle d'un groupe que le gouvernement a lui-même nommé, comme un député de Terre-Neuve le faisait remarquer tout à l'heure. Ce groupe, dont les membres sont nommés par le gouvernement fédéral, vient de publier l'un de ses rapports annuels les plus critiques et les plus fouillés sur la politique gouvernementale que j'aie vus depuis longtemps.

Il faudrait aussi examiner ce que coûte au pays le chômage élevé. Notre taux de chômage est plus du double de celui de nombreux autres pays industrialisés. Selon une étude récente de la Banque Toronto-Dominion, la